

L'évidence et le mensonge

Laurent-Michel Vacher

Numéro 199, novembre–décembre 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/18941ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vacher, L.-M. (2004). L'évidence et le mensonge. *Spirale*, (199), 8–8.

L'ÉVIDENCE ET LE MENSONGE

1. Qu'il y ait une question nationale du Québec relève de l'évidence depuis au moins trente ans. Bien entendu, il s'agit d'une évidence *construite* par une longue histoire et résultant de divers arguments, opinions, sentiments et faits, parfois problématiques ou divergents mais qui, à un degré ou l'autre, concourent à accréditer la thèse que l'État fédéral canadien serait inacceptable pour la nation québécoise, laquelle n'aurait d'autre choix historique que d'accéder à une pleine et entière indépendance pour se montrer à la hauteur de sa vocation collective.

Bernard Landry est le dépositaire de cette évidence, qu'il ne cesse de répéter : le Québec est une nation ; or toutes les nations ont droit à un pays qui leur soit propre (et un grand nombre d'entre elles ont effectivement atteint ce statut depuis un siècle) ; donc le Québec devrait normalement être reconnu en tant que peuple et État, maîtriser tous les leviers de son destin et avoir sa place dans les instances internationales — ce que le cadre canadien rend impossible.

Sur cette base largement partagée, un certain *consensus nationaliste implicite* est désormais prédominant au Québec parmi les francophones. Mais, point crucial, l'aspect *critique négative* de ce consensus (le statu quo est intenable et tous les « fédéralistes » sont ennemis des intérêts véritables du Québec) fait plus facilement l'unanimité que l'aspect *constructif-positif*, à savoir si la meilleure solution résiderait dans une rupture radicale (l'indépendance) ou dans un réaménagement plus ou moins profond du cadre canadien...

2. Presque chaque jour, dans nos médias francophones, il est question des *séparatistes* basques, des *indépendantistes* kurdes ou de la *sécession* de la Tchétchénie. Mais voilà que, par extraordinaire, ces concepts ne sont plus appliqués lorsqu'on traite de la question nationale du Québec, généralement baptisée « question constitutionnelle » et évoquée uniquement en termes de « souverainisme » et de « souveraineté » — tandis que l'éventuelle existence de mouvements « souverainistes » et le fait d'être ou non « souverain(s) » ne sont pratiquement *jamais* associés à aucune autre réalité de l'actualité mondiale *simon au Québec*.

Il en résulte une forme dévastatrice de schizophrénie collective, dont la plus frappante caractéristique est d'être systématiquement passée sous silence. Si un complot nationaliste existe, son objet n'est pas la séparation du Québec. Il viserait plutôt l'accréditation idéologique d'une forme invraisemblable de discours euphémisant et anomique, réservé au cas du Québec et investi, par convention tacite, d'une fausse naturalité, universellement admise et reproduite par tous les professionnels de l'information et du commentaire ainsi qu'une majorité de politiciens et de citoyens engagés, des deux côtés de l'échiquier.

Mais qu'il le veuille ou non, quiconque emploie le mot « souveraineté » au lieu du terme normal d'« indépendance » se rend *ipso facto* complice de cette manœuvre ruineuse.

Avec une hypocrisie délicieusement satisfaite d'elle-même (comme s'il s'agissait simplement de jouer un bon tour aux méchants Anglais), le nationalisme péquiste transfigure ainsi la question nationale, qu'il refuse de percevoir comme comparable aux autres situations de type séparatiste sur le plan international. Alors qu'ailleurs, toute sécession suppose un potentiel de conflit, ici la libération nationale ne saurait être que nimbée de paix, de raison, de modération, de bonne entente, de partenariat, de joie et d'innocence. On pourrait avancer l'hypothèse que le caractère profondément *anormal* de la configuration idéologique qui en résulte représente le *point aveugle* constitutif de notre culture québécoise contemporaine.

3. La source de cette sous-culture de l'exception réside banalement dans une stratégie délibérée de la part du PQ, la *stratégie du mensonge*, à laquelle Ottawa a finalement répondu par sa *loi sur la clarté*. Dans son inconscient collectif, le PQ aime à se croire porteur de la volonté indépendantiste originelle, sauf qu'il ne pense pouvoir la mener à terme qu'en la diluant et en la rendant préalablement aussi ambiguë que possible. Ce mensonge a été la « vérité » de ce qu'on a appelé pudiquement l'étapisme et la modération du PQ. Il revêt plusieurs visages. C'est bien sûr la prétention à l'indépendance ou à la sécession du Québec mais *sans jamais se permettre de le dire clairement* et en laissant toujours entrouverte la porte menant à une éventuelle renégociation « égalitaire » du cadre constitutionnel canadien. C'est aussi le double langage affirmant la nécessité de la « souveraineté » et du « pays » tout en condamnant comme dangereusement extrémiste tout discours explicitement séparatiste. C'est encore l'affirmation de la nécessité de l'accession au statut de pays comme condition d'épanouissement du Québec, tout en prétendant que, malgré les échecs référendaires, le Québec ne s'est jamais aussi bien porté alors même qu'il n'est toujours qu'une province canadienne. Et ainsi de suite.

Prôner ouvertement l'indépendance et la sécession du Québec est vite devenu le propre d'une dangereuse minorité de rêveurs irresponsables, les « purs et durs ». Parallèlement, le *trait d'union* sauvegardant la perspective d'une forme quelconque de lien avec le France passait pour la clé de la victoire : souveraineté-association, souveraineté-partenariat. Cette stratégie, particulièrement honteuse pour un mouvement de libération prétendant lutter contre toute aliénation, a peut-être été payante électoralement, mais elle n'en a pas moins échoué à deux reprises à assurer le triomphe escompté.

Culturellement, les conséquences ont été graves : le Québec francophone est plongé depuis plus de vingt ans dans une rêverie à la fois malsaine et sottise, paradoxalement vécue comme un mirobolant triomphe d'affirmation collective. Plus l'idéologie nationaliste s'enfonçait dans une honte et un ridicule inexpiables, plus elle se vivait comme un phénoménal accomplissement. Cette fausse conscience, à la fois criante et muette, nous mine davantage qu'aucun fédéralisme centralisateur. Mais la vulgate nationaliste consiste à affirmer fièrement le contraire : jamais le Québec n'a été aussi fort et n'a eu autant de raisons de se sentir grand.

4. Le mensonge a un prix. Il n'y a plus de gauche au Québec, le PQ ayant phagocyté tout ce qui pouvait l'être. Même l'UFP se déclare bêtement « souverainiste » (un de ses récents slogans : « Souverainement à gauche ! »). Seul le mouvement Option Citoyenne pousse l'audace jusqu'à « s'interroger » sur la question nationale. Le Québec francophone flotte ainsi dans une bulle mythique, close sur elle-même à la fois en ce sens qu'elle nous protège contre la réalité du monde extérieur (mondialisation, autres luttes de libération nationale, remise en cause des souverainetés étatiques et montée des fédéralismes) et qu'elle reste inconcevable pour quiconque vit ailleurs sur la planète. Seule la France est réputée nous « comprendre », elle qui pourtant bannit radicalement toute velléité de séparatisme sur son propre territoire : la *loi sur la clarté* y serait impensable puisque, en fixant ses conditions, elle admet le principe d'une éventuelle sécession. (Comment se fait-il que nous ne dialoguions pas davantage avec les souverainistes corses ou basques ? Réponse informulable — mais paradoxalement exacte — de notre folie locale : *il n'y a pas* de souverainistes corses ou basques !)

Cette bulle étrange et mortifère est faite de dénégation, d'autosatisfaction narcissique et d'accusation : dénégation de l'ambivalence collective, des euphémismes démagogiques, du mensonge de la « souveraineté-association-partenariat », des échecs référendaires ; autosatisfaction narcissique omniprésente dans les thèmes de la victoire prochaine, d'un « peuple de géants », d'une tradition démocratique tellement exemplaire et irréprochable que nos minorités anglophones, autochtones ou allophones devraient remercier le Ciel ; accusation perpétuelle du méchant ROC qui, du fait de son incurable « fédéralisme centralisateur », s'obstine à parler seulement anglais et à bafouer les « demandes traditionnelles » du Québec.

5. Conclusion désespérante, la question nationale du Québec n'est plus désormais qu'un *mauvais rêve*. Que nul ne s'en aperçoive ne constitue, malheureusement, qu'une circonstance aggravante.

LAURENT-MICHEL VACHER